

2. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Quels facteurs incitent la société à investir dans l'éducation ?

- Le rendement public net pour un individu de sexe masculin qui suit une formation supérieure s'élève à 86 000 USD en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- Le rendement public net correspond à près du triple de l'investissement public dans l'enseignement supérieur, ce qui, en soi, incite fortement les gouvernements à développer l'enseignement supérieur.
- Tout comme le rendement financier individuel, les bénéfices pour les finances publiques sont plus importants lorsque les personnes sont diplômées de l'enseignement supérieur que lorsqu'elles le sont du deuxième cycle du secondaire.

Description

Les retombées économiques de la formation ne concernent pas uniquement les individus, mais aussi les pouvoirs publics à travers des recettes fiscales supplémentaires lorsque les diplômés entrent sur le marché du travail. Ces revenus publics, qui tiennent également compte du coût de la formation pour les finances publiques, offrent une perspective supplémentaire sur les retombées globales de l'éducation. Bien sûr, il convient également de les étudier dans le contexte plus large des avantages que l'amélioration des niveaux de formation procure à la société et à l'économie.

Résultats

En moyenne, le rendement public net de l'investissement dans une formation supérieure, compte tenu des principaux coûts et bénéfices de ce niveau d'enseignement, représente plus de 86 000 USD chez les hommes. Ce rendement correspond à un peu moins du triple de l'investissement public dans l'enseignement supérieur, ce qui, en soi, incite fortement les gouvernements à développer l'enseignement supérieur.

Les coûts de l'éducation à la charge du secteur public comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement (telles que la rémunération des enseignants), les transferts aux entités privées et les pertes fiscales dues au manque à gagner des individus préférant étudier que travailler. Côté bénéfices, le secteur public tire profit de l'investissement dans l'éducation : lorsque les salaires sont plus élevés, les cotisations sociales et l'impôt sur le revenu augmentent tandis que les prestations sociales diminuent. Mais, en réalité, l'élévation du niveau de formation génère une gamme plus étendue – mais aussi plus complexe – d'effets positifs. Les individus plus instruits ont par exemple tendance à être en meilleure santé, ce qui réduit le budget public des soins de santé. Les revenus du travail augmentant généralement avec le niveau de formation, les individus plus instruits consomment davantage de biens et services, créant une hausse de revenus de la TVA, ce qui vient s'ajouter aux bénéfices économiques. Toutefois, les

données relatives à ces effets indirects ne sont pas facilement disponibles.

Le coût global de l'investissement public est calculé sur la base des coûts directs et des coûts indirects, c'est-à-dire le manque à gagner public en termes d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales. Pour un individu de sexe masculin, le coût de l'investissement public s'élève à plus de 50 000 USD en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas et en Suède, mais ne représente pas plus de 15 000 USD en Corée et en Turquie. La valeur actuelle nette du coût public de l'investissement consenti pour un individu de sexe masculin qui suit une formation supérieure s'élève à 33 000 USD en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Les investissements publics sont importants, mais ils sont dépassés par la part privée de l'investissement dans l'éducation dans la plupart des pays.

Définitions

Les retombées économiques de l'éducation sont mesurées par la valeur actuelle nette (voir l'indicateur précédent). Les coûts publics comprennent le manque à gagner fiscal pendant les années d'études et les dépenses publiques. Sont imputées dans les bénéfices publics l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales et la diminution des prestations sociales (allocations d'aide au logement et aides sociales qui ne sont plus versées au-delà d'un certain niveau de revenus) qui résultent de l'élévation du niveau de revenus.

Pour en savoir plus

Des informations et des notes complémentaires, ainsi qu'une explication détaillée des sources et des méthodes, sont disponibles dans l'édition 2010 de *Regards sur l'éducation* (indicateur A8).

Parmi les domaines couverts figurent :

- Les taux de rendement public pour un individu diplômé de l'enseignement supérieur, dans le cadre de la formation initiale.
- Les taux de rendement public pour un individu diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non supérieur, dans le cadre de la formation initiale.

Autres publications de l'OCDE

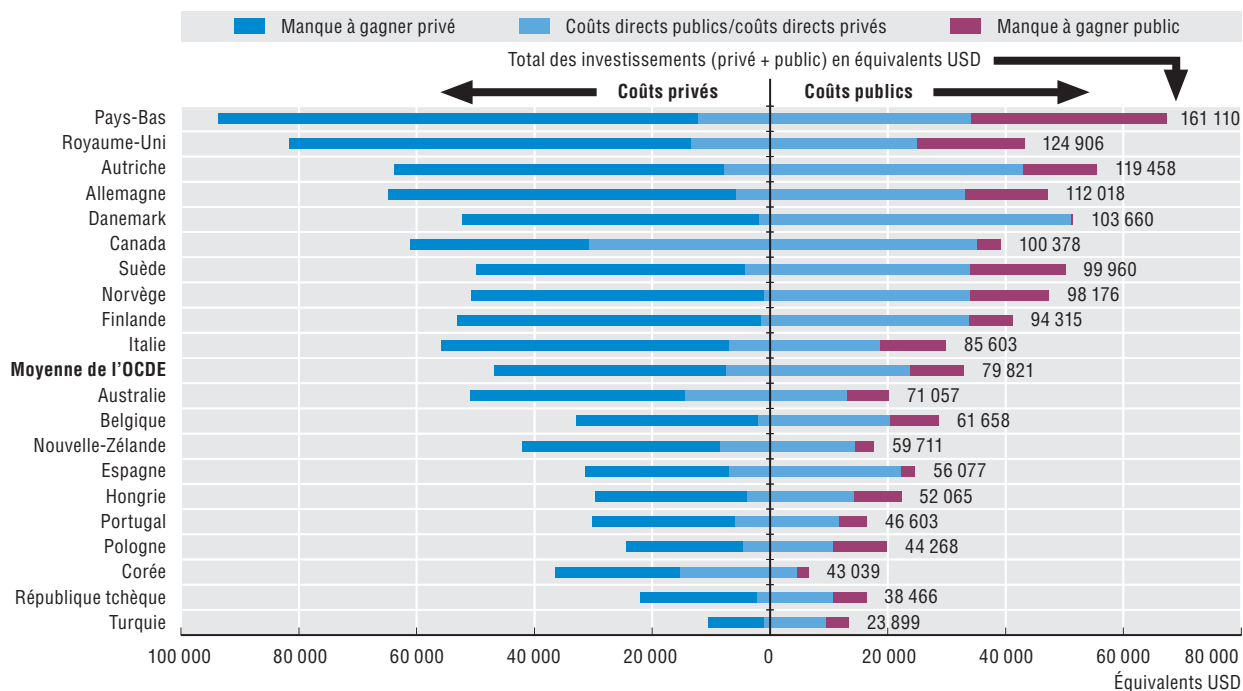
Comprendre l'impact social de l'éducation (2007).

2. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Quels facteurs incitent la société à investir dans l'éducation ?

Graphique 2.7. **Comparaison de l'investissement public et privé lié à l'obtention d'un diplôme de niveau supérieur, 2006**

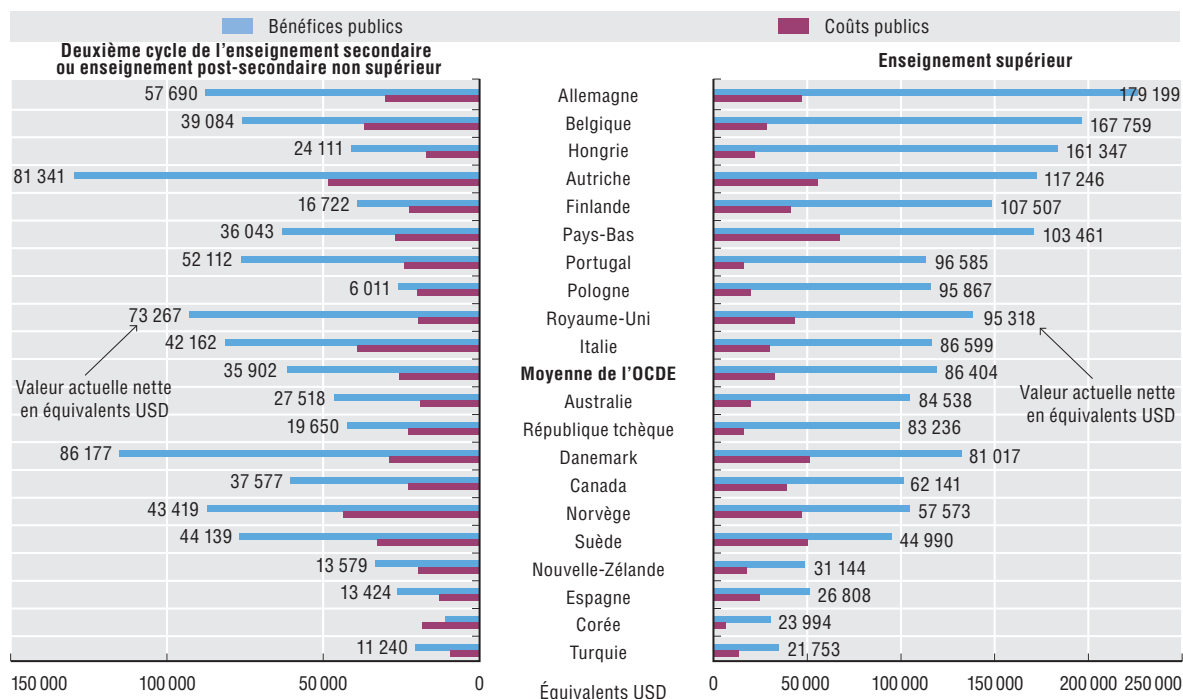
Ce graphique montre l'équilibre entre les coûts assumés par un individu et les coûts publics pour les hommes poursuivant des études supérieures.



Source : OCDE (2010), *Regards sur l'éducation 2010*, tableaux A8.2 et A8.4, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932316742>.

Graphique 2.8. **Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ou post-secondaires non supérieurs et supérieurs, 2006**

Ce graphique montre les coûts et les bénéfices publics liés à l'obtention d'un diplôme de deuxième cycle du secondaire et post-secondaire non supérieur ou de niveau supérieur chez les individus de sexe masculin.



Source : OCDE (2010), *Regards sur l'éducation 2010*, tableaux A8.3 et A8.4, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932316742>.



Extrait de :
Highlights from Education at a Glance 2010

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2010-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Quels facteurs incitent la société à investir dans l'éducation ? », dans *Highlights from Education at a Glance 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2010-18-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.